

MM.
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GÉNÉRALE

E/CN.4/SR.201
5 June 1950

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA DEUX CENT UNIÈME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le vendredi 19 mai 1950, à 14 heures 30.

SOMMAIRE :

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (suite :
Projet de résolution présenté par la France (E/CN.4/501/Rev.1) (suite).
- Adoption du projet de rapport de la Commission sur sa sixième session (E/CN.4/L.12, E/CN.4/L.12/Add.1, E/CN.4/L.12/Add.2, E/CN.4/L.12/Add.3, E/CN.4/L.12/Add.4).

PRESENTS.

<u>Présidente</u> :	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Rapporteur</u> :	M. MALIK	Liban
<u>Membres</u> :	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. TCHANG	Chine
	M. SORENSEN	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. ORDONNEAU	
	M. KYROU	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Breta-
	M. HOARE	gne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie
<u>Représentant d'une institution spécialisée:</u>		
	M. EVANS	Organisation internationale du travail (OIT)

Représentantes d'organisations non gouvernementales de la catégorie A :

Mme BERG	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU)
Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

Mme AIETA	Union catholique internationale de service social
M. NOLDE	Comité des Eglises pour les affai- res internationales
M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
M. BERNSTEIN	Comité de coordination d'organisa- tions juives
M. HALPERIN	
Mme CARTER	Conseil international des femmes
Mrs PARSONS	
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
M. BALDWIN	
M. PEARMAIN	
Mlle SCHAEFER	Union internationale des ligues féminines catholiques
M. PERLZWEIG	Congrès juif mondial

Secrétariat :

M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. SCHACHTER	Directeur adjoint de la Division des questions juridiques générales
M. DAS	Secrétaires de la Commission
Mlle KITCHEN	

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (suite)

Projet de résolution présenté par la France (E/CN.4/501/Rev.1)

1. La PRESIDENTE invite les membres de la Commission à se prononcer sur le projet de résolution présenté par la délégation française (E/CN.4/501/Rev.1).
2. M. CASSIN (France) expose que son projet de résolution a pour but de recommander aux Etats Membres d'envoyer au Secrétaire général des rapports annuels sur la manière dont ils ont favorisé le respect et le progrès des droits de l'homme au cours de l'année précédente; d'après ce projet de résolution, il serait demandé au Conseil économique et social de faire établir par la Commission des droits de l'homme, avec son approbation, un plan dont s'inspireraient les Etats pour l'établissement de ces rapports. Sans doute possède-t-on déjà l'Annuaire des droits de l'homme, mais M. Cassin souligne qu'en donnant un caractère officiel aux rapports annuels qu'enverraient les différents Etats on pourrait faire connaître à l'opinion publique mondiale les mesures que les Etats ont adoptées en faveur du respect des droits de l'homme. En présentant ce projet de résolution, la délégation française serait heureuse d'avoir apporté une contribution, modeste mais utile, au progrès des droits de l'homme.
3. M. NISOT (Belgique) propose de modifier de la façon suivante le dernier paragraphe du projet de résolution de la France : "... pour examen par cette Commission, en vue de la préparation de l'Annuaire, un rapport sur la manière...". Le représentant de la Belgique souligne que, de cette façon, l'on établirait un lien direct entre l'avant-dernier paragraphe et le dernier paragraphe.
4. M. KYROU (Grèce) remercie le représentant de la France d'avoir tenu compte des objections soulevées au cours d'une séance précédente par plusieurs membres de la Commission contre le projet de résolution qu'il avait présenté primitivement (E/CN.4/501). Le représentant de la Grèce fait observer que le début du dernier paragraphe du projet de résolution de la France n'a pas été convenablement traduit en anglais. Il propose donc de modifier le texte anglais de la façon suivante : "to agree to act in the spirit of the said scheme in forwarding...".
5. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) éprouve des doutes sérieux au sujet du fond du projet de résolution de la France, qui embrasse un champ beaucoup plus étendu qu'il ne paraît. D'autre part, Mlle Bowie souligne que le plan relatif à

l'Annuaire a déjà varié et que les informations générales seraient déplacées. Cependant, dans un esprit de compromis, elle votera pour le projet de résolution de la France tel qu'il a été amendé par la Belgique.

6. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, apprécie à sa juste valeur l'effort accompli par le représentant de la France pour satisfaire les différents points de vue exposés au cours d'une séance précédente. Si la délégation française accepte l'amendement de la Belgique, la représentante des Etats-Unis appuiera le projet de résolution de la France. Enfin, elle approuve la modification du texte anglais suggérée par le représentant de la Grèce.

7. M. VALENZUELA (Chili) approuve l'amendement de la Belgique au dernier paragraphe du projet de résolution de la France. Cependant, il propose de supprimer au troisième paragraphe de ce projet de résolution les mots "et les modalités de leur examen par la Commission des droits de l'homme...". A son avis, en effet, c'est au Conseil économique et social qu'il appartient de décider si la Commission des droits de l'homme doit ou non examiner ces rapports. A cet égard, le représentant du Chili fait observer que les Etats qui ne seront pas partie au pacte ne soumettront probablement aucun rapport; par contre, les Etats signataires, qui présenteront un rapport, seront soumis à la critique des Etats qui se seront soustraits aux obligations contenues dans le pacte.

8. M. CASSIN (France) approuve la modification du texte anglais suggérée par le représentant de la Grèce. Au sujet de l'amendement de la Belgique, il estime que, modifié de cette façon, le projet de résolution de la France porterait simplement un jugement de valeur sur l'Annuaire des droits de l'homme. C'est pourquoi M. Cassin propose de modifier de la façon suivante l'amendement de la Belgique : "... et cela, notamment, en vue de la préparation de l'Annuaire"

9. M. Cassin déclare qu'il a tenu compte des déclarations prononcées au cours d'une précédente séance par la représentante du Royaume-Uni qui a souligné en particulier qu'il fallait prendre en considération des méthodes nouvelles pour l'élaboration de l'Annuaire. Cependant, de l'avis du représentant de la France, il ne convient pas de lier entièrement le problème en discussion à l'Annuaire des droits de l'homme.

10. Le représentant du Chili semble craindre que, par ce projet de résolution, l'on n'enlève au Conseil économique et social une partie de ses responsabilités. Cependant, d'après le projet de résolution de la France, il appartiendra au

Conseil de l'approuver. Ce sera donc le Conseil qui se prononcera en dernier ressort. Aussi le représentant de la France ne peut-il accepter l'amendement du Chili.

11. M. NISOT (Belgique) ne peut accepter la modification apportée à son amendement par le représentant de la France; cette modification aurait pour résultat d'anéantir complètement l'amendement belge.

12. Le représentant de la Belgique appuie l'amendement du Chili.

13. M. ORIBE (Uruguay) se déclare en faveur du projet de résolution de la France. Il estime en effet que les dispositions de la Charte relatives aux droits de l'homme doivent être mises en oeuvre par étapes. C'est la Commission des droits de l'homme qui a compétence pour procéder à cette mise en oeuvre. Sans doute l'application du projet de résolution de la France soulèvera-t-elle certaines difficultés; mais il doit être possible de les résoudre en adoptant une procédure satisfaisante.

14. Mme MEHTA (Inde) se déclare aussi en faveur du projet de résolution original de la France et elle appuie le présent projet de résolution. Elle estime que l'Annuaire ne présente un intérêt que si l'on veut procéder à des études de caractère purement académique sur les droits de l'homme; par contre, les rapports annuels qu'enverraient les différents pays sur le progrès des droits de l'homme pourraient faire l'objet d'un examen de la part de la Commission. Aussi le projet de résolution de la France deviendrait-il sans objet si l'on adoptait l'amendement du Chili. Il est important que la Commission des droits de l'homme soit au courant de la façon dont les droits de l'homme sont respectés dans les différents pays; elle devrait avoir le pouvoir de faire des recommandations au Conseil économique et social. Si elle ne possède pas ce pouvoir à l'heure actuelle, elle devrait demander au Conseil de le lui accorder.

15. M. VALENZUELA (Chili) précise qu'il n'est pas, en principe, contre le projet de résolution de la France. Il cherche seulement à trouver une formule acceptable pour tous. Il croit que si seuls quelques Etats démocratiques envoient des rapports sur la façon dont les droits de l'homme sont mis en oeuvre, ces Etats seront soumis à la critique des Etats totalitaires.
16. Il se demande également quelles décisions prendra la Commission une fois qu'elle aura examiné les différents rapports. Si la Commission adresse aux quelques Etats qui ont envoyé un rapport des recommandations en vue de modifier leur législation, elle ne respecterait point leur souveraineté, et violerait le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.
17. M. MALIK (Liban), Rapporteur, se prononce en faveur du projet de résolution de la France. Il estime que c'est à la Commission des droits de l'homme qu'il appartient d'examiner la façon dont les dispositions de l'Article 68 de la Charte, relatif aux droits de l'homme, sont mises en oeuvre. Le projet de résolution de la France correspond parfaitement au mandat qui a été ainsi donné par la Charte à la Commission des droits de l'homme.
18. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, rappelle que la Commission a reçu pour mandat d'élaborer tout d'abord une Déclaration universelle des droits de l'homme ; cette Déclaration énonce certains droits, mais elle ne possède pas de valeur juridique. La Commission a été ensuite chargée de rédiger un pacte des droits de l'homme, donnant un caractère juridique aux dispositions contenues dans la Déclaration. A la lumière des observations de la représentante de l'Inde et du représentant de l'Uruguay, la Présidente estime que le projet de résolution de la France aurait pour résultat de mettre en oeuvre les dispositions de la Charte et de la Déclaration, ceci indépendamment du pacte des droits de l'homme ; ce faisant, la Commission prendrait une décision qu'elle a jugé inopportune d'adopter.
19. Enfin, la Présidente partage le point de vue du représentant du Chili : demander aux Etats d'envoyer des rapports annuels qui seraient soumis à l'examen de la Commission, transformeraient la Commission en une excellente tribune de propagande pour les Etats antidémocratiques. Pour toutes ces raisons, la Présidente se prononce en faveur du projet de résolution de la France tel qu'il a été amendé par les représentants de la Belgique et du Chili.

20. Mme MEHTA (Inde) déclare, ^{qu'}d'après le projet de résolution de la France, la Commission devrait non pas formuler des recommandations aux différents Etats, mais procéder à un examen des rapports envoyés par ces Etats. Il serait facile alors de juger si la législation de ces Etats est conforme aux principes contenus dans la Déclaration des droits de l'homme.

21. M. ORIBE (Uruguay) déclare que le projet de résolution de la France permettrait de mettre en oeuvre non pas la Déclaration des droits de l'homme, mais les dispositions de la Charte relatives aux droits de l'homme. M. Oribe ajoute que, tant au point de vue juridique qu'au point de vue moral, la Commission doit prendre une décision tendant à assurer l'application des dispositions de la Charte relatives aux droits de l'homme ; le projet de résolution de la France pourrait constituer une première mesure dont l'effet serait simplement de transformer la Commission en une véritable Commission des droits de l'homme.

22. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) et M. WHITLAM (Australie) se prononcent en faveur de l'amendement du Chili et de celui de la Belgique.

23. M. SØRENSEN (Danemark) fait observer que de l'adoption du projet de résolution de la France dépend l'orientation future des travaux de la Commission. Il est essentiel que la Commission sache dans quelle mesure chaque pays assure le respect des droits de l'homme. Les pays qui soumettraient des rapports ne feraient nullement l'objet de critiques. Au contraire, chaque fois qu'un pays aurait pris une mesure constructive en faveur des droits de l'homme, il servirait d'exemple pour les autres pays ; à cet égard, il suffit de relire les deux dernières lignes du projet de résolution de la France. Sans doute peut-on alléguer que le projet de résolution de la France aurait pour résultat de demander aux différents services gouvernementaux un travail supplémentaire ; cette objection ne suffit pas néanmoins à entraîner le rejet de ce projet dont le principe est excellent.

24. Certains orateurs ont déclaré que les renseignements contenus dans l'Annuaire suffisaient. De l'avis du représentant du Danemark, il n'en est pas ainsi ; les renseignements contenus dans l'Annuaire n'émanent pas seulement de gouvernements, mais également de certains correspondants et de publications. On ne peut pas se fonder entièrement sur les renseignements contenus dans l'Annuaire pour savoir dans quelle mesure les différents pays assurent le respect des droits de l'homme. En conclusion, le représentant du Danemark déclare qu'il appuie le projet de résolution de la France.

25. M. MENDEZ (Philippines) estime qu'il serait inopportun que la Commission des droits de l'homme assume une tâche de contrôle sur les différents gouvernements et examine en détail la façon dont ceux-ci ont assuré dans l'année le respect des droits de l'homme ; il faudrait, pour ce faire, que le mandat de la Commission soit modifié.

26. M. CASSIN (France) rappelle que l'élaboration du projet de pacte des droits de l'homme a été particulièrement difficile ; en particulier, la Commission n'a pas été capable de créer un organisme compétent chargé de mettre en oeuvre les dispositions du pacte. Le représentant de la France estime qu'il ne faut pas diviser les Etats en deux catégories : ceux qui auront ratifié le pacte et qui auront contracté les obligations contenues dans ce pacte ; ceux qui n'auront pas ratifié le pacte et qui se seront soustraits à ces obligations. L'objet du projet de résolution de la France est justement d'éviter cette division en deux catégories et d'inviter tous les Etats à exposer la manière dont ils favorisent le respect des droits de l'homme.

27. Le représentant de la France souligne que l'Organisation des Nations Unies a une obligation vis-à-vis de la communauté internationale ; les nations libres négligeraient une arme morale fort importante en n'assurant pas la défense des libertés de tous ; c'est pourquoi la délégation française a voulu faire un geste de conciliation en présentant son projet de résolution. La session de la Commission ne serait pas complète si, après l'effort qu'elle a accompli pour élaborer le pacte des droits de l'homme, elle n'admettait pas une disposition facilitant la mise en oeuvre des droits de l'homme dans les pays qui ne seront pas en état de ratifier le pacte.

28. M. NISOT (Belgique) déclare que la Présidente et le représentant du Chili ont fort bien décrit la situation ; le projet de résolution de la France permettrait à tout gouvernement de scruter la législation des autres Etats ; il multiplierait ainsi les occasions de discordes au sein de l'Organisation des Nations Unies et jouerait, en fait, à l'encontre des Etats démocratiques.

29. M. VALENZUELA (Chili) précise que l'amendement qu'il a présenté porte sur les troisième et quatrième paragraphes du projet de résolution de la France. Au troisième paragraphe, il conviendrait de supprimer les mots : "... et les modalités de leur examen par la Commission des droits de l'homme". Au quatrième paragraphe, il faudrait supprimer les mots "pour examen par cette Commission".

Par 8 voix contre 6, avec une abstention, la modification proposée par la France à l'amendement de la Belgique est adoptée.

Par 11 voix contre une, avec 2 abstentions, l'amendement de la Belgique est adopté.

Par 8 voix contre 6, avec une abstention, l'amendement du Chili est adopté.

Par 10 voix contre 2, avec 3 abstentions, le projet de résolution de la France (E/CN.4/501/Rev.1), tel qu'il a été amendé, est adopté.

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION SUR SA SIXIEME SESSION (E/CN.4/L.12, E/CN.4/L.12/Add.1, E/CN.4/L.12/Add.2, E/CN.4/L.12/Add.3, E/CN.4/L.12/Add.4)

30. La PRESIDENTE invite les membres de la Commission qui ont des corrections à apporter aux différents chapitres du document E/CN.4/L.12 à en aviser le Rapporteur.

Les différents chapitres du document E/CN.4/L.12 sont adoptés.

Chapitre IV (Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en oeuvre) (E/CN.4/L.12/Add.1).

31. M. TCHANG (Chine) fait observer qu'il conviendrait de modifier de la façon suivante le titre de ce chapitre : Projet de premier pacte international.

Il en est ainsi décidé.

Les paragraphes contenus dans les pages 1 et 2 du document E/CN.4/L.12/Add.1 sont adoptés.

Section relative à la révision des première, deuxième et troisième parties du projet de pacte.

32. M. WHITLAM (Australie) fait observer, au sujet du sixième paragraphe de cette section, qu'il conviendrait de modifier les mots "de soumettre un rapport sur les articles 24 et 25 traitant des mesures qu'aurait pu prendre précédemment" par les mots "de soumettre un rapport sur les articles 24 et 25 au sujet des aspects juridiques des mesures qu'aurait pu prendre auparavant...".

33. M. SCHACHTER (Secrétariat) déclare que le rapport qui sera élaboré par le Secrétariat portera sur les précédents existants au sein de l'Organisation des

Nations Unies sur les clauses fédérale et coloniale, avec notes en bas de page sur les discussions dont lesdites clauses ont fait l'objet. Le rapport ne traiterait point des conséquences politiques ni des aspects des problèmes qui se rapportent aux lois locales.

La modification proposée par le représentant de l'Australie est adoptée.

34. M. SORENSSEN (Danemark) déclare que c'est au Conseil économique et social et non pas à la Commission que le Secrétaire général devra faire rapport. Il conviendrait donc de modifier le texte du sixième paragraphe de la façon suivante : "de soumettre un rapport au Conseil économique et social".

Il en est ainsi décidé.

35. M. SORENSSEN (Danemark) déclare qu'au septième paragraphe il conviendrait de signaler que le représentant du Danemark a retiré la proposition qu'il avait présentée et qu'il a appuyé celle du Royaume-Uni.

36. M. KYROU (Grèce) déclare qu'il faut modifier ainsi le titre de cette section : "Revision des première, deuxième et quatrième parties".

Il en est ainsi décidé.

La section relative aux première, deuxième et quatrième parties du projet de pacte, telle qu'elle a été amendée, est adoptée.

Section relative à la liberté de l'information

La Commission adopte sans discussion la section relative à la liberté de l'information.

Section relative aux mesures de mise en oeuvre.

Paragraphe 2

37. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 2.

38. M. ORIBE (Uruguay) indique qu'il y aurait lieu de préciser, à la suite des mots "nouvelles propositions concernant les mesures de mise en oeuvre", que ces propositions peuvent avoir trait à l'octroi du droit de pétition aux organisations non gouvernementales et aux individus.

39. M. HOARE (Royaume-Uni) estime que l'ensemble de la deuxième phrase du paragraphe 2, modifiée par le représentant de l'Uruguay, devrait être transféré à la fin du quatrième paragraphe.

40. M. MALIK (Liban), Rapporteur, fait remarquer que le paragraphe 2 concerne les mesures de mise en oeuvre à inclure ultérieurement dans un protocole séparé, tandis que les paragraphes 3 et 4 ont trait aux dispositions de mise en oeuvre devant figurer dans le pacte lui-même.

41. M. SØRENSEN (Danemark) propose de modifier la deuxième phrase du paragraphe 2 comme suit : "Il est entendu que cette décision n'enlève aucunement aux membres de la Commission la possibilité de soumettre toutes nouvelles propositions qui ne figureraient pas dans le pacte lui-même."

Cette proposition est adoptée.

Paragraphe 3

42. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 3.

Le paragraphe 3 est adopté.

Paragraphe 4

43. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 4.

44. M. CRIBE (Uruguay) propose de rédiger la première phrase de ce paragraphe sous une forme positive. A cette fin, il demande la suppression des mots "ne ... que".

45. M. CASSIN (France) et M. HOARE (Royaume-Uni) appuient cette proposition.

Il est décidé de supprimer les mots "ne ... que" qui figurent dans la première phrase du paragraphe 4.

Paragraphe 5

46. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 5.

Le paragraphe 5 est adopté sans discussion.

Paragraphe 6

47. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 6.

48. M. CASSIN (France) suggère d'ajouter à la suite des mots "proposition commune", les mots "comme document de travail".

Cette proposition est acceptée.

Le paragraphe 6, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 7

49. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 7.

Le paragraphe 7 est adopté.

Paragraphe 8

50. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 8.

Le paragraphe 8 est adopté.

Paragraphe 9

51. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 9.

52. M. CASSIN (France) voudrait qu'une brève mention soit faite dans ce paragraphe de la décision prise par la Commission de supprimer l'article 21 du document de travail (E/CN.4/474) qui prévoyait que la compétence du Comité des droits de l'homme ne s'étendrait pas aux matières pour lesquelles des procédures particulières ont été prévues dans le cadre des Nations Unies ou des institutions spécialisées, lorsque les Etats intéressés sont soumis à ces procédures.

53. M. MALIK (Liban), Rapporteur, appuie cette suggestion.

La suggestion du représentant de la France est adoptée.

Le paragraphe 8, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 9 et 10

54. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture des paragraphes 9 et 10.

55. M. CRIBE (Uruguay) demande que les cotes des documents contenant les propositions des représentants de l'Inde et du Royaume-Uni soient mentionnées dans ces paragraphes.

Il en est ainsi décidé.

Les paragraphes 9 et 10, ainsi modifiés, sont adoptés.

Paragraphe 11

56. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du paragraphe 11 et déclare qu'il y aurait lieu d'y préciser que la Commission des droits de l'homme reste toujours saisie de la proposition présentée par la délégation de l'Australie au sujet de la mise en œuvre des droits de l'homme par la voie de juridictions internationales.

Il en est ainsi décidé.

57. M. CASSIN (France) demande que mention soit faite, dans ce paragraphe, de la discussion relative au projet de résolution de la France (E/CN.4/501/Rev.1).

58. M. MALIK (Liban), Rapporteur, prend acte de cette demande.

Le paragraphe 11, ainsi modifié, est adopté.

59. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture des quatre derniers paragraphes du chapitre IV du projet de rapport (E/CN.4/L.12/Add.2).

60. M. ORIBE (Uruguay) voudrait que le paragraphe 3 soit plus explicite et qu'il précise que la Commission n'a apporté en seconde lecture que des amendements de forme au projet de pacte.

61. M. MALIK (Liban), Rapporteur, répond que cela est exact en général, mais que la Commission a adopté cependant un ou deux amendements de fond sur la question de l'exil et du retour dans le pays d'origine par exemple, personne ne s'y étant opposé.

62. M. SORENSEN (Danemark) fait observer que le rapport du Comité du style (E/CN.4/L.16), dont la Commission disposait pour sa seconde lecture du projet de pacte, ne visait que les articles 5 à 12 du projet. Il faudrait le spécifier au chapitre IV du rapport.

63. M. MALIK (Liban), Rapporteur, dit qu'il tiendra compte de cette observation.

Le chapitre IV du projet de rapport, ainsi modifié, est adopté.

Chapitre V

64. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture des paragraphes 1 et 2 du chapitre V du projet de rapport.

65. M. ORIBE (Uruguay) voudrait que le texte anglais du paragraphe 2 fût rédigé, comme le texte français, sous une forme positive.

66. M. MALIK (Liban), Rapporteur, dit qu'il tiendra compte de cette observation.

Le chapitre V du projet de rapport, ainsi modifié, est adopté.

Chapitre relatif aux communications

67. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du chapitre du projet de rapport sur les communications (E/CN.4/L.12/Add.1).

Le chapitre du projet de rapport sur les communications est adopté.

Chapitre relatif au programme des travaux futurs.

68. M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture du chapitre du projet de rapport sur le programme des travaux futurs de la Commission (E/CN.4/L.12/Add.3).

69. M. ORIBE (Uruguay) dit que ce titre lui apparaît bien ambitieux, car le chapitre se borne, en fait, à énumérer les points de l'ordre du jour dont la Commission a décidé d'ajourner l'examen. Pour le justifier, il faudrait exprimer dans ce chapitre le désir de la Commission d'examiner à sa prochaine session la question des droits économiques et sociaux.

70. La PRÉSIDENTE répond que la Commission n'a pas à établir elle-même son programme de travaux. C'est le Conseil économique et social qui donne à la Commission des directives à ce sujet. La Commission ne peut que se borner à indiquer les questions dont elle a ajourné l'examen.

71. M. MALIK (Liban), Rapporteur, dit que l'on pourrait, pour donner satisfaction au représentant de l'Uruguay, modifier le titre du chapitre comme suit : "Questions dont la Commission a ajourné l'examen". On pourrait également mentionner dans ce chapitre le projet de résolution australien sur la création d'une Cour internationale des droits de l'homme.

72. M. Malik indique à la Commission qu'en ce qui concerne le dernier chapitre du projet de rapport, il convient évidemment d'attendre le vote final de la Commission.

73. M. SØRENSEN (Danemark) demande si une décision a été prise au sujet de la prochaine session de la Commission, objet du chapitre XVI du projet de rapport. Si non, il y aurait lieu que la Commission fasse une recommandation sur ce point.

74. La PRÉSIDENTE répond que c'est le Conseil économique et social qui règle en général cette question. La Commission peut exprimer un vœu à ce sujet.

75. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) voudrait que le rapport mentionne qu'il n'y a pas de vote sur l'ensemble du projet de pacte.

76. La PRÉSIDENTE répond que, puisque l'examen de deux des articles a dû être ajourné, il a été impossible de procéder à un vote sur l'ensemble du projet de pacte.

77. La Présidente met aux voix l'ensemble du projet de rapport sur la sixième session de la Commission des droits de l'homme.

A l'unanimité, l'ensemble du projet de rapport sur la sixième session de la Commission des droits de l'homme est adopté.

78. M. NISOT (Belgique) demande que le Secrétariat fasse distribuer tous les textes adoptés, en anglais et en français, pour mercredi au plus tard, en raison des rapports que les représentants ont à établir pour leurs gouvernements.

79. M. SCHWELB (Secrétariat) indique que le texte du projet de pacte sera distribué très prochainement. Le texte des résolutions adoptées figure déjà dans le document E/CN.4/L.12.

80. La PRESIDENTE exprime ses remerciements aux membres du Secrétariat, et en particulier aux rédacteurs de séance et aux interprètes, pour l'excellent travail qu'ils ont accompli et l'aide précieuse qu'ils ont apportée à la Commission. Elle remercie également les représentants des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales pour l'intérêt qu'ils ont témoigné aux débats de la Commission et qui constituent pour elle un puissant encouragement. Enfin, la Présidente remercie tous les membres de la Commission pour l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve dans des circonstances souvent difficiles et qui a permis d'aboutir à la rédaction du document historique qu'est le premier pacte international des droits de l'homme.

81. M. TCHANG (Chine) dit que les membres de la Commission ont été heureux de travailler sous la direction et l'inspiration de la Présidente dont la sagesse et le sens de l'humanité ont grandement facilité l'accomplissement de leur tâche.

La séance est levée à 18 heures 05.

5/6/a.m.